



TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS OCI/COMCEC/38-22/D(20)



NOTE DU BCC SUR LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DU TRANSPORT ET DES COMMUNICATIONS

BUREAU DE COORDINATION DU COMCEC

Novembre 2022

NOTE SUR LA COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DU TRANSPORT ET DES COMMUNICATIONS

I. Introduction

L'industrie du transport est en pleine croissance en raison de l'augmentation du revenu par habitant et des besoins de mobilité des ménages, de la mondialisation des échanges, des tendances à la déréglementation et de la privatisation des infrastructures et des services de transport, ainsi que des progrès technologiques.

Les infrastructures de transport sont cruciales pour le développement économique et social des pays et les infrastructures de qualité constituent un pilier clé pour la compétitivité internationale.¹ Selon le rapport "Infrastructures jusqu'en 2030", les besoins mondiaux en investissements dans les transports et les infrastructures dépasseraient 11 trillions de dollars sur la période 2009-2030. Pour planifier et mettre en œuvre de manière efficace les infrastructures de transport, les pays doivent disposer de cadres politiques nationaux solides et assurer le financement nécessaire.

En outre, en ce qui concerne le transport de surface, les voyages routiers et ferroviaires de voyageurs dans le monde devraient passer d'environ 120% à 230% d'ici 2050, alors que cette croissance devrait varier de 240% à 450% pour les économies non-membres de l'OCDE. En outre, le transport routier et ferroviaire de marchandises devrait augmenter de 230% à 420% au cours de la même période.²

De manière similaire, l'industrie des Technologies de l'Information et des Communications (TIC) est également en croissance et continue d'être une industrie clé de la croissance, de l'innovation, aussi bien que du développement économique et social. La part du secteur des TIC dans le PIB est d'environ 6% dans les pays membres de l'OCDE et relativement moins dans les pays en voie de développement. Avec la diffusion rapide des technologies numériques dans les pays en voie de développement, ce pourcentage pourrait augmenter à l'avenir. En outre, les contributions indirectes de l'investissement dans les TIC à la croissance économique, grâce à l'amélioration de la productivité totale des facteurs, pourraient être importantes aussi.

Dans ce cadre, l'infrastructure des transports et des communications est un élément essentiel du développement économique et social des pays. La croissance économique et de la productivité d'une région donnée est étroitement liée à ses infrastructures de transport et à ses systèmes de transport, qui permettent une productivité accrue grâce à des coûts logistiques plus faibles, des économies sur les stocks et un accès à des marchés de l'approvisionnement et du travail plus importants.

1 OCDE, 2012

2 Forum International des Transports (FIT)

En outre, COVID-19 a eu des conséquences inhabituelles sur les systèmes et services de transport des pays. Les mesures prises pour contenir l'épidémie ont entraîné une réduction spectaculaire des activités de transport. Dans la période post-pandémique, la crise pourrait offrir à nos pays des opportunités viables de formuler et de mettre en œuvre des politiques saines pour des transports ininterrompus et fluides. Pendant la période post-pandémique, il semble que les pays dotés d'un système de transport fonctionnel soient plus susceptibles de sortir du piège de la pandémie de COVID-19 et de se sentir moins préoccupés par ses impacts négatifs.

En outre, l'existence d'un système de transport fonctionnel est une condition préalable à la croissance économique et permet à tous les segments de la société de profiter des avantages du développement économique national. Les investissements dans l'infrastructure de transport apportent des améliorations au réseau de transport en termes de capacité, d'efficacité et de fiabilité. Dans ce contexte, grâce à la diminution des coûts de transport et des temps de trajet, il est garanti que les activités économiques pourraient être soutenues de manière plus efficace et compétitive. Cependant, tous les projets d'infrastructure n'ont pas le même impact. Certains offrent des rendements économiques et sociaux élevés tout en stimulant l'activité économique et sociale, l'emploi et les recettes publiques.

D'autres projets, d'autre part, produisent des rendements insuffisants et gaspillent des ressources publiques rares. Par conséquent, les impacts directs et indirects des investissements dans les infrastructures de transport peuvent être transformateurs. En plus de son impact direct, l'impact indirect de l'infrastructure se manifeste à travers une variété de canaux, y compris le fait de permettre des investissements privés productifs, la création de nouvelles chaînes d'approvisionnement, ou le remodelage de la géographie économique.

À cet égard, il est extrêmement essentiel d'évaluer les effets et l'importance des investissements dans les transports et de l'amélioration du réseau de transport sur l'économie dans le cadre de la performance économique et de l'efficacité.

Considérant l'importance de l'évaluation des impacts économiques et sociaux des infrastructures de transport dans les pays islamiques, le Groupe de Travail sur le Transport et les Communications (GTTC) du COMCEC a consacré ses 18^{ème} et 19^{ème} réunions à "Les impacts économiques et sociaux des infrastructures de transport: un aperçu des Pays membres de l'OCI". Le renforcement de la coopération entre les pays membres sur ce thème par le partage d'expériences et de pratiques exemplaires contribuerait directement aux applications qui en découleraient, dans le cadre de la Stratégie du COMCEC.

II. Coopération en matière de transport et de communications sous l'égide du COMCEC

L'amélioration du fonctionnement, de l'efficacité et de la durabilité des transports et des communications dans les États membres est l'objectif principal de la stratégie du COMCEC dans le domaine des transports et des communications. Dans ce cadre, depuis la 37^{ème} session

du COMCEC, le GTTC du COMCEC a élaboré sur les impacts économiques et sociaux des infrastructures de transport lors de sa 18^{ème} et 19^{ème} réunions.

A. Les Impacts Economiques et Sociaux des Infrastructures de Transport : Un aperçu de des Pays Membres de l'OCI (18^{ème} et 19^{ème} Réunions du Groupe de Travail sur le Transport et les Communications)

Les 18^{ème} et 19^{ème} Réunions du Groupe de Travail sur le Transport et les Communications du COMCEC se sont tenues virtuellement le 17 mai 2022 et 11 octobre 2022 respectivement avec le thème "Les impacts économiques et sociaux des infrastructures de transport : un aperçu des Pays membres de l'OCI". Afin d'approfondir les discussions et de contribuer aux débats pendant les réunions, un rapport de recherche avec le même thème a été préparé pour deux réunions consécutives du GTTC du COMCEC (18^{ème} et 19^{ème}) Alors que les résultats préliminaires du rapport ont été soumises à la 18^{ème} réunion du GTTC, la version finale du rapport a été soumise à la 19^{ème} réunion du GTTC.

L'objectif principal de l'étude est de déterminer les impacts économiques et sociaux des infrastructures de transport dans les pays membres de l'OCI, qualitativement et quantitativement, en faisant des comparaisons mondiales, et en proposant des suggestions pour atténuer les impacts négatifs des infrastructures de transport. L'étude devrait également attirer l'attention sur les impacts actuels et futurs des différents modèles d'infrastructures de transport sur les utilisateurs et les fournisseurs de services, et déclencher un débat sérieux sur les problèmes identifiés et sur la manière de mieux les aborder. En plus de son solide contexte théorique et de son analyse, il est prévu que l'étude fournit un guide polyvalent et applicable aux États membres en termes de révélation des impacts économiques et sociaux des infrastructures de transport.

Le rapport propose un cadre conceptuel, fournit les meilleures pratiques mondiales pour les évaluations des impacts économiques et sociaux des infrastructures de transport, identifie les facteurs clés de succès et les défis dans les pays membres de l'OCI, et propose des recommandations politiques concrètes pour relever ces défis. En outre, le lien entre les impacts économiques des infrastructures de transport et leurs évaluations est examiné.

Le rapport examine diverses études de cas sur la base de recherches approfondies et de visites sur le terrain, dont trois en Ouganda, au Qatar et en Turquie. En outre, trois méga-projets de la Chine, du Royaume-Uni et des États-Unis sont étudiés.

Le rapport révèle également des résultats importants en termes de méthodologies appliquées pour les évaluations d'impact économique et social dans le monde ainsi que dans les pays membres. Les résultats des analyses quantitatives indiquent que les infrastructures et les services de transport, qui sont mesurés par un groupe de variables telles que le trafic de fret ferroviaire, la flotte de navires marchands, le trafic de passagers aériens et les valeurs ajoutées totales dans les transports, le stockage et la communication, ont un effet fort et statistiquement significatif sur un groupe d'indicateurs économiques et sociaux, mesurés comme le PIB par habitant, les entrées d'IDE, le développement humain et l'emploi.

Le rapport révèle que l'analyse coûts-avantages est la méthodologie la plus largement utilisée dans les évaluations de projets de transport dans les pays de l'OCI, suivie de l'analyse de critères multifactoriels et de l'opinion d'experts. Des méthodologies plus sophistiquées, telles que les analyses d'entrée-sortie et d'équilibre général calculables, sont moins fréquemment utilisées.

Le rapport conclut qu'une infrastructure de transport de haute qualité est cruciale ; cependant, tous les projets d'infrastructure n'ont pas le même impact. Certains offrent des rendements économiques et sociaux élevés tout en stimulant l'activité économique et sociale, l'emploi et les recettes publiques. D'autres projets, d'autre part, produisent des rendements insuffisants et gaspillent des ressources publiques rares. Le rapport conclut également que les mesures de performance (telles que celles sur les vols à l'heure, les temps d'attente dans les aéroports, les ports et autres terminaux, les coûts logistiques, les niveaux de prix, les temps de trajet, la fiabilité, la fréquence, le volume/capacité, la performance financière des opérateurs de transport, etc.) ne sont pas largement appliquées dans les États membres de l'OCI.

Le rapport suggère que des efforts accrus en faveur de la transparence et de l'accessibilité des évaluations des projets de transport peuvent constituer une action de politique publique importante pour améliorer la qualité et l'objectivité des procédures et de la prise de décision pertinentes. Basées principalement sur les conclusions du rapport de recherche, les recommandations politiques suivantes ont été discutées et adoptées lors de la 19^{ème} réunion du GTTC du COMCEC ;

- Pour de meilleurs influence économiques et sociaux des infrastructures de transport, développer/Améliorer une stratégie globale comprenant les composantes de la capacité de développement, de planification et de programmation.
- Afin de mieux répondre aux besoins intégrer les projets d'infrastructures de transport aux politiques nationales supérieures.
- Conformément aux analyses économiques et financières de haute qualité promouvoir la hiérarchisation des projets d'infrastructures de transport.
- Renforcer les conditions d'une meilleure évaluation des risques des projets d'infrastructures de transport.
- Améliorer la qualité des statistiques sur les projets d'infrastructures de transport et assurer la transparence dans la divulgation des informations.
- Mieux utiliser les mécanismes alternatifs de financement et d'approvisionnement, y compris les partenariats public-privé (PPP) et mettre en œuvre une analyse ex post pour améliorer l'impact économique et social des infrastructures de transport.

Le rapport est disponible sur le site Web du COMCEC. (www.comcec.org)

B. Mécanisme de Financement de Projets du COMCEC

Le Financement des Projets du COMCEC (FPC) est l'autre instrument important de la Stratégie. Les projets financés dans le cadre du FPC doivent servir la coopération entre les pays membres et doivent être conçus conformément aux objectifs et aux résultats attendus définis par la stratégie dans la section transport et communications. Les projets jouent

également un rôle important dans la réalisation des recommandations politiques formulées par les pays membres au cours des réunions du GTTC.

Dans le cadre du 9^{ème} appel à propositions de projets, 2 projets ont été sélectionnés pour être financés par le BCC en 2022.

Le premier projet, intitulé "Améliorer la capacité humaine et institutionnelle pour le développement des indicateurs clés de performance dans le secteur du transport des pays de l'OCI", est mis en œuvre par la Gambie. Le projet vise à former les fonctionnaires du secteur du transport sur le développement des indicateurs clés de performance.

Le deuxième projet, intitulé "Améliorer le cadre réglementaire pour les PPP dans le secteur du transport dans les pays membres de l'OCI", est mis en œuvre par le SESRIC avec seize pays bénéficiaires. Le projet vise à fournir une formation de renforcement des capacités au personnel des autorités nationales dédiées aux PPP afin d'augmenter les capacités humaines et institutionnelles pour exploiter les PPP comme une prestation de services publics alternatifs et un outil de financement dans le secteur du transport.

C. COMCEC COVID Response

La Réponse COVID du COMCEC (CCR) vise principalement à atténuer l'impact négatif de la pandémie sur les économies des pays membres. Le programme est basé sur le financement de certains types de projets, qui seront axés sur l'évaluation des besoins, le partage d'expertise et l'octroi de subventions directes aux bénéficiaires finaux.

Dans le cadre du 2^{ème} appel à propositions de projets du COMCEC COVID Response, la Gambie a mis en œuvre un projet de partage d'expertise intitulé "Alléger les impacts négatifs de la pandémie de coronavirus sur le sous-secteur du transport aérien de la Gambie et des pays de l'OCI". L'objectif principal du projet était d'apprendre des expériences du pays partenaire, la Turquie, afin de rendre le sous-secteur du transport aérien de la Gambie plus résistant à la pandémie, à court, moyen et long terme.
